

COHESION SOCIALE ET PROCESSUS DEMOCRATIQUE

MOHAMMED TAWFIK MOULINE

DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES (IRES)

11^{ème} Rencontre Maroc-Union européenne

25-26 MAI 2015

PLAN DE LA COMMUNICATION

Introduction

I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

1. L'intensité des liens sociaux
2. Les sentiments d'appartenance
3. Les fondements du vivre-ensemble
4. Les obstacles au vivre-ensemble

II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

1. Le lien politique et civique
2. La confiance institutionnelle
3. Opérationnalisation de la Constitution et gouvernance des politiques publiques
4. Confiance, politiques publiques et demandes sociales
5. Liberté d'expression et cohésion sociale

Conclusion

Introduction

Le lien social

➤ Notion diffuse

- **Ne se prête pas aisément** à une délimitation conceptuelle exhaustive
- **A l'origine** même de l'avènement **de la sociologie**
- **Recouvre** une série de questions clés pour le vivre ensemble :
 - ✓ en rapport avec le "comment" de la cohabitation des sociétaires
 - ✓ du maintien de la cohésion sociale

➤ Ensemble de règles de conduite, de normes et de valeurs

qui favorisent la cohésion sociale et politique

- **Se construit** là où les individus entrent en actions réciproques
- **S'établit** entre des personnes qui partagent une histoire, une identité, un espace commun (national, régional ou local) et des valeurs communes
- **Suppose** l'existence de liens de confiance et de solidarité entre les membres de la société

Le lien social

- **Connaître son état d'une manière précise : un enjeu stratégique**
 - eu égard aux difficultés palpables qui affectent le vivre ensemble, sous l'effet des évolutions politiques, économiques, sociales et culturelles, nationales et internationales.
 - Les grandes transformations des rapports sociaux qui en découlent ont contribué à un changement des formes de solidarité, des liens entre les citoyens marocains et entre ceux-ci et l'Etat.
- **Comprendre et espérer agir** sur son évolution en vue de sa consolidation
 - requiert un travail de questionnement profond
- **Le restaurer et le consolider**
 - une des missions fondamentales de l'Etat

Objectifs poursuivis

Entamé en 2009 avec pour ambition :

- **d'interroger** les zones majeures de transformation du lien social dans leur relation avec les processus transitionnels de la société marocaine
- **de dresser** une cartographie des espaces sociaux les plus touchés par l'affaiblissement du lien social
- **de mieux appréhender** les signes de relâchement constatés et surtout définir de nouveaux modes de régulation et de renforcement du « vivre ensemble »
- **de comprendre** l'évolution des relations entre les individus et entre ceux-ci et les institutions, et analyser ses impacts sur la cohésion sociale
- **de proposer** des politiques publiques appropriées



Ce programme a mobilisé plus de 120 intervenants dont 50 professeurs universitaires et 60 doctorants.

Introduction

Déroulé du programme d'études "Lien social au Maroc : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux "

PHASE QUALITATIVE

- 15 rapports
- 26 séminaires
- Un rapport stratégique de synthèse

PHASE QUANTITATIVE

- Une enquête nationale de terrain
- Un rapport de l'enquête

PHASE DE SYNTHESE

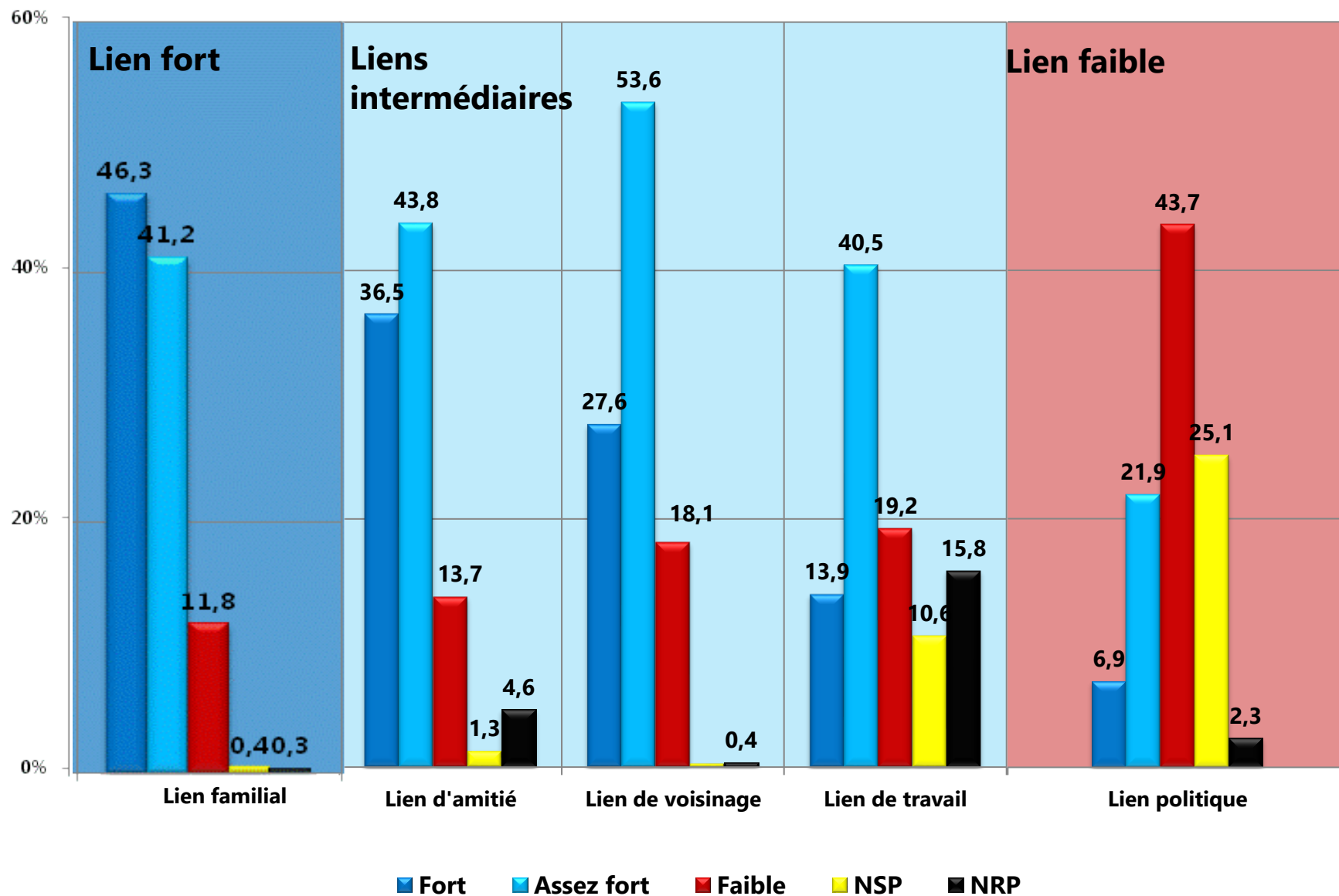
- Un rapport général de synthèse
- Une note d'orientation stratégique

ETUDES COMPLEMENTAIRES

- Le phénomène chiite au Maroc
- Confiance, politiques publiques et demande sociale
- Les aspects culturels de la régionalisation
- Opérationnalisation de la Constitution : Quels impacts sur la la gouvernance des politiques publiques ?

I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

1. Intensité des différents liens (1/2)



I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

1. Intensité des différents liens (2/2)

➤ **Lien fort : la famille**

- valeur-refuge, lien qui domine tous les autres liens
- baisse tendancielle des liens endogamiques
- glissement net de l'obéissance vers l'entente et la concertation
- lien de lait : un lien hybride encore fort

➤ **Liens moyens**

• **Amitié :**

- ✓ pour plus de 50% les meilleurs amis sont des proches
- ✓ plus du quart n'ont pas d'amis

• **Voisinage** : relations qualifiées de bonnes, toutefois, près de 50% sont pour qu'elles ne dépassent pas le bonjour et que chacun reste chez soi.

• **Travail** : relations qualifiées d'excellentes. 50% n'invitent jamais ou rarement leurs collègues de travail chez eux

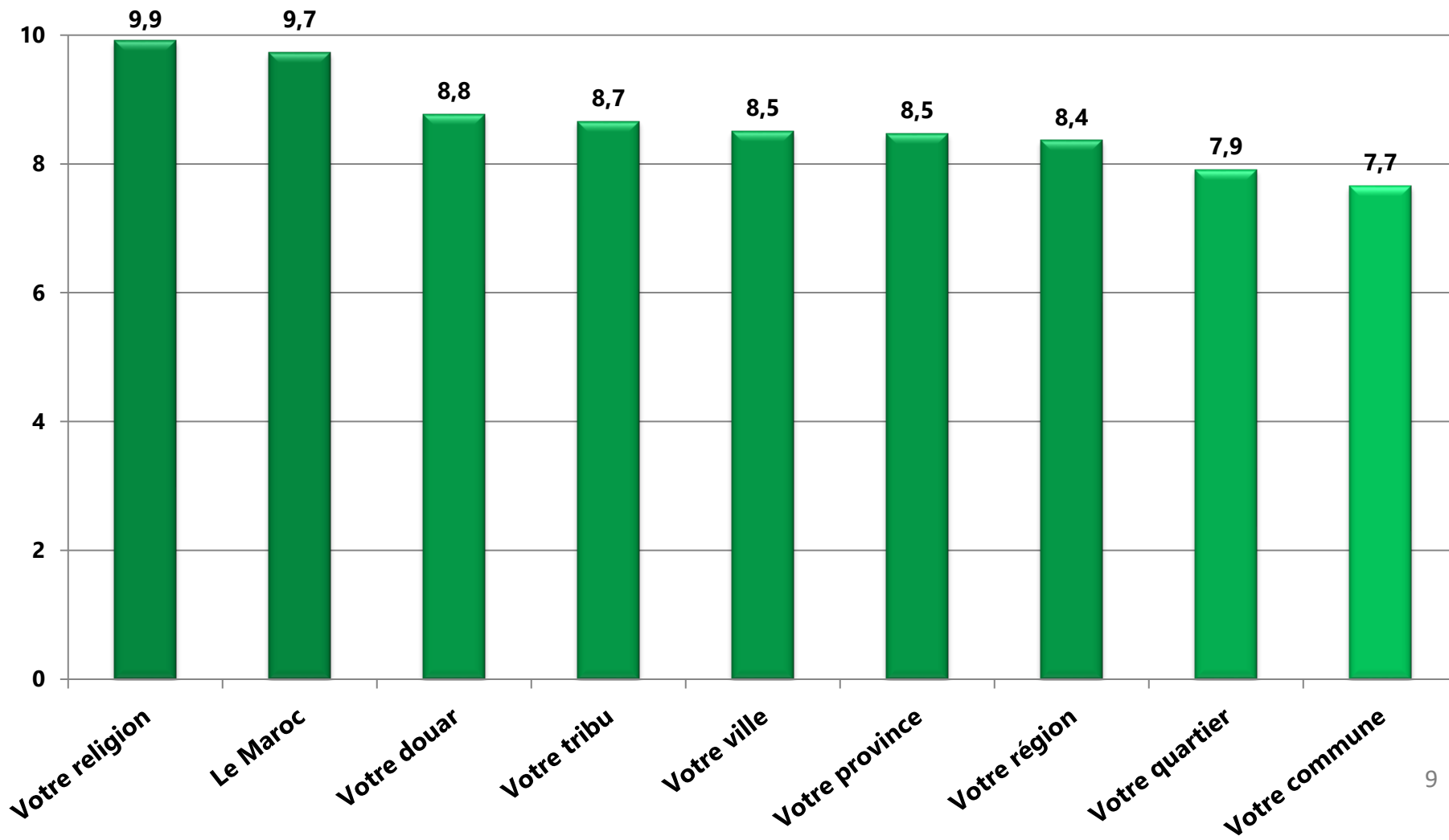
➤ **Lien faible : la politique**

- faiblesse de l'engagement civique
- voter est jugé inutile »

I. Le vivre-ensemble

2. Les sentiments d'appartenance (1/3)

A quel point êtes-vous attaché aux institutions suivantes ?
(1) signifiant un attachement faible et (10) un attachement fort

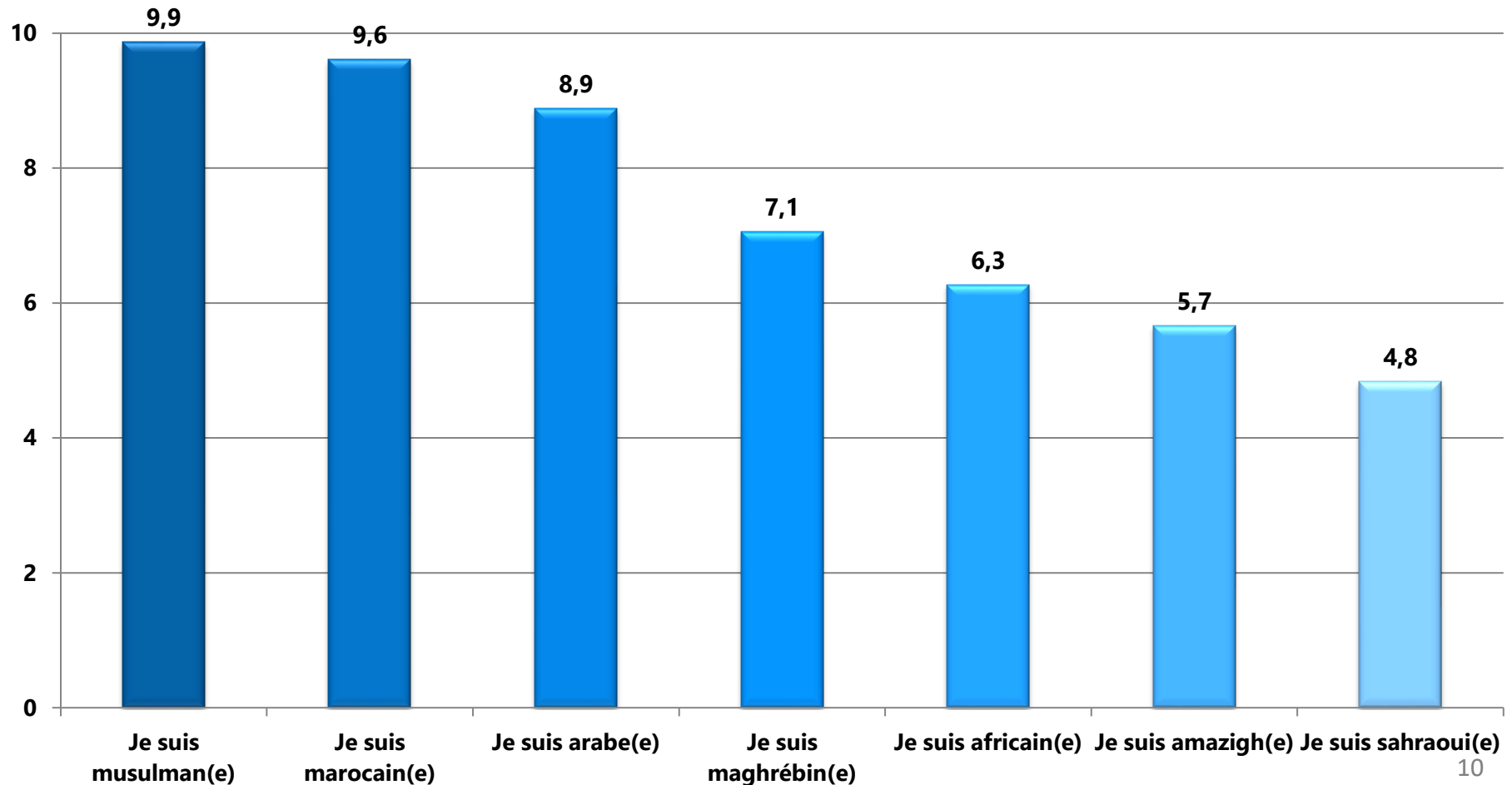


I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

2. Les sentiments d'appartenance (2/3)

Quelle importance ont ces différentes identités pour vous ?

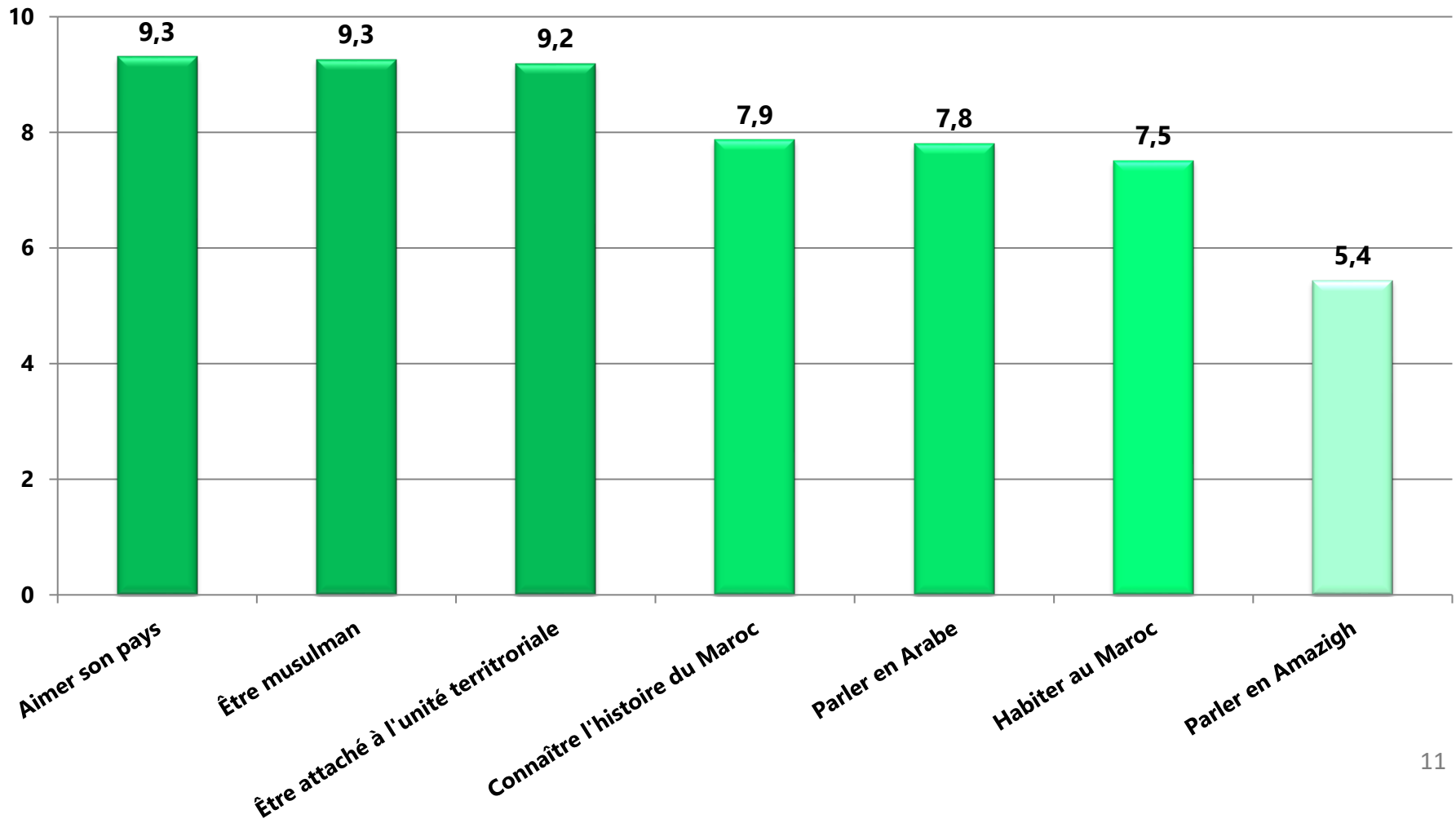
(1) indiquant un degré d'importance faible et (10) un degré d'importance fort



I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

2. Les sentiments d'appartenance (3/3)

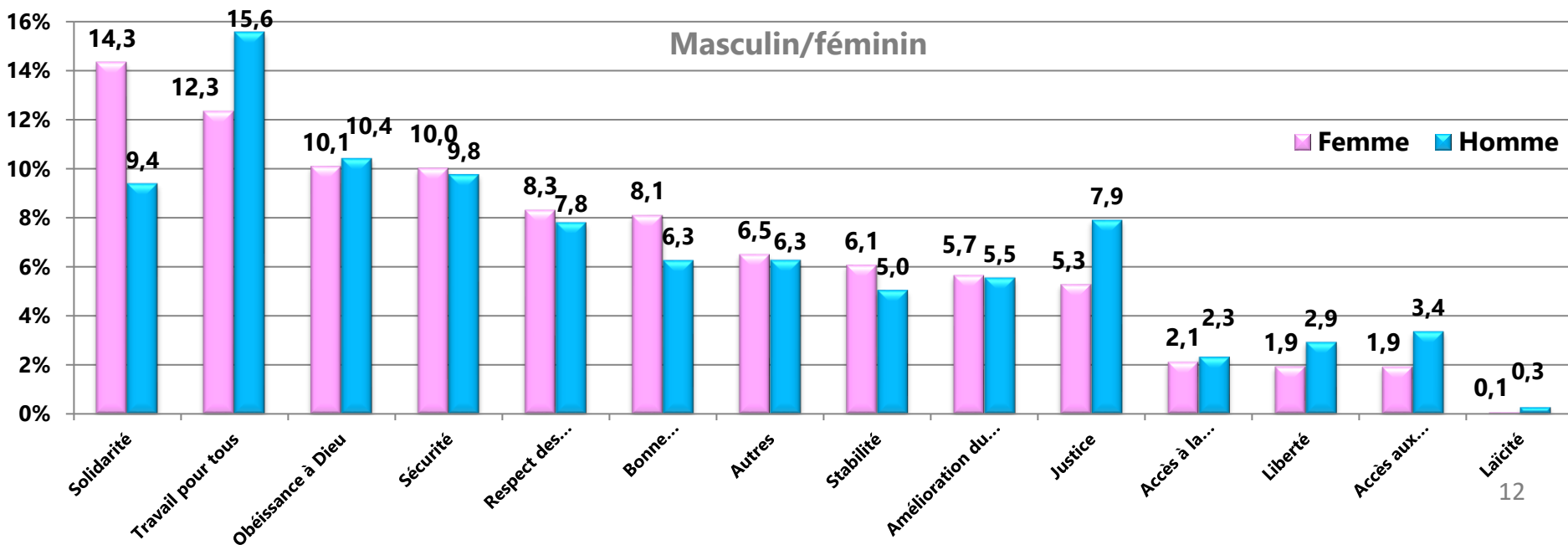
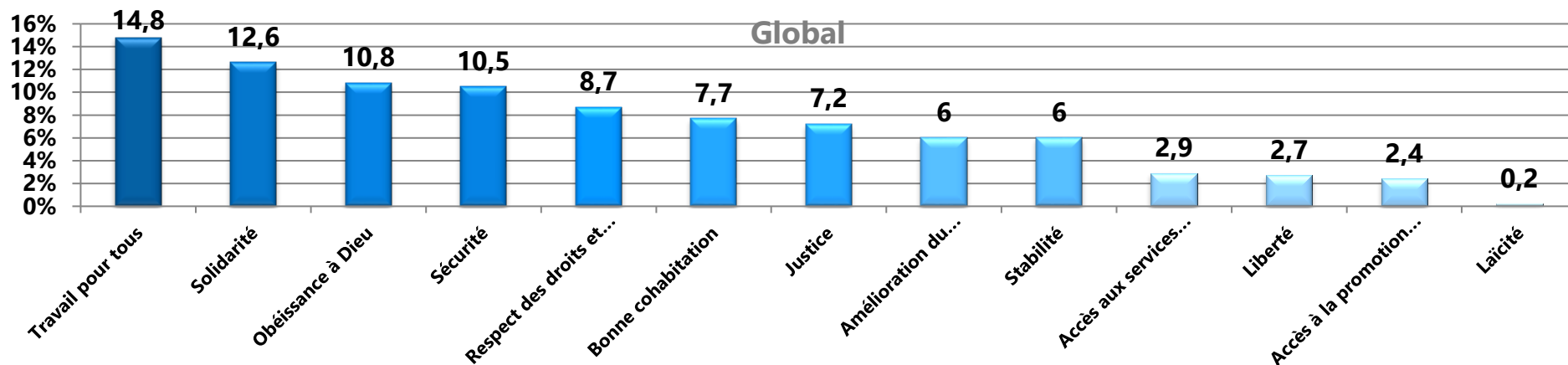
Sur une échelle de 1 à 10, indiquez ce qui est, selon vous, important pour « être Marocain »
(1) indiquant un degré d'importance faible et (10) un degré d'importance fort



I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

2. Les fondements du vivre-ensemble(1/3)

Qu'est-ce qui est le plus important pour vivre ensemble en paix? (1/4)

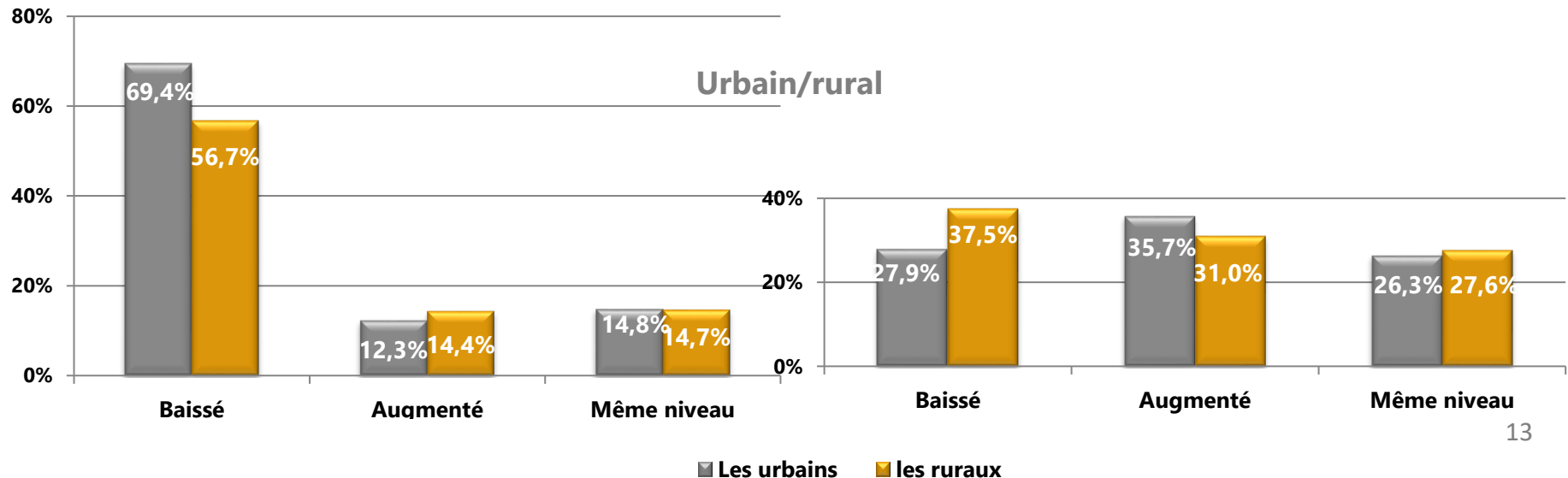
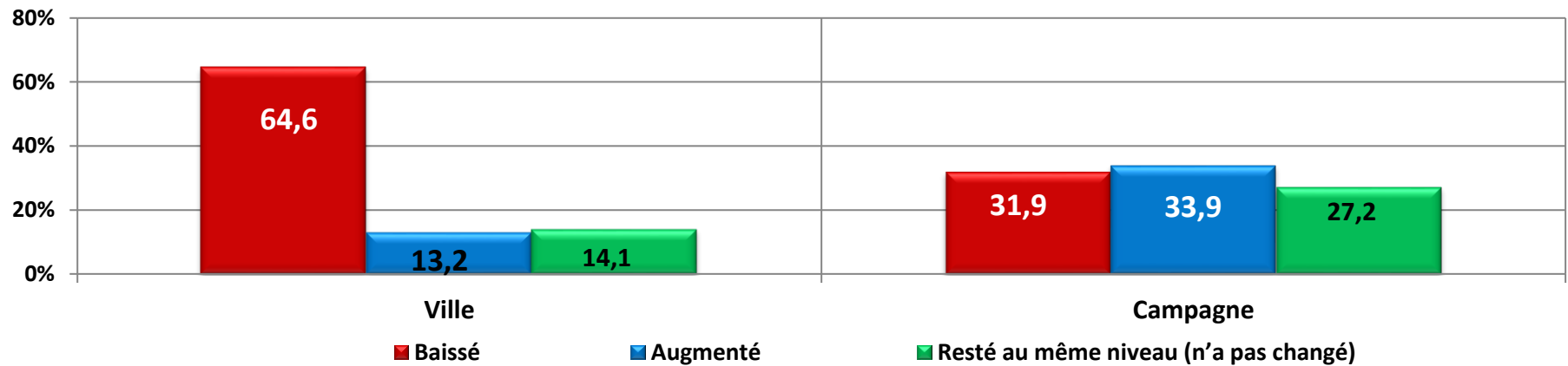


I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

2. Les fondements du vivre-ensemble (2/3)

Avez-vous le sentiment que la solidarité entre les gens dans la ville et à la campagne a baissé ou a augmenté ?

Global



I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

2. Les fondements du vivre-ensemble (3/3)

Fondements

Travail pour tous et solidarité arrivent en tête

- ✓ conditions majeures pour l'apaisement du vivre-ensemble
- ✓ l'intervention de l'Etat dans les domaines sociaux (emploi, justice...) jugée comme capitale en vue de vitaliser le lien social

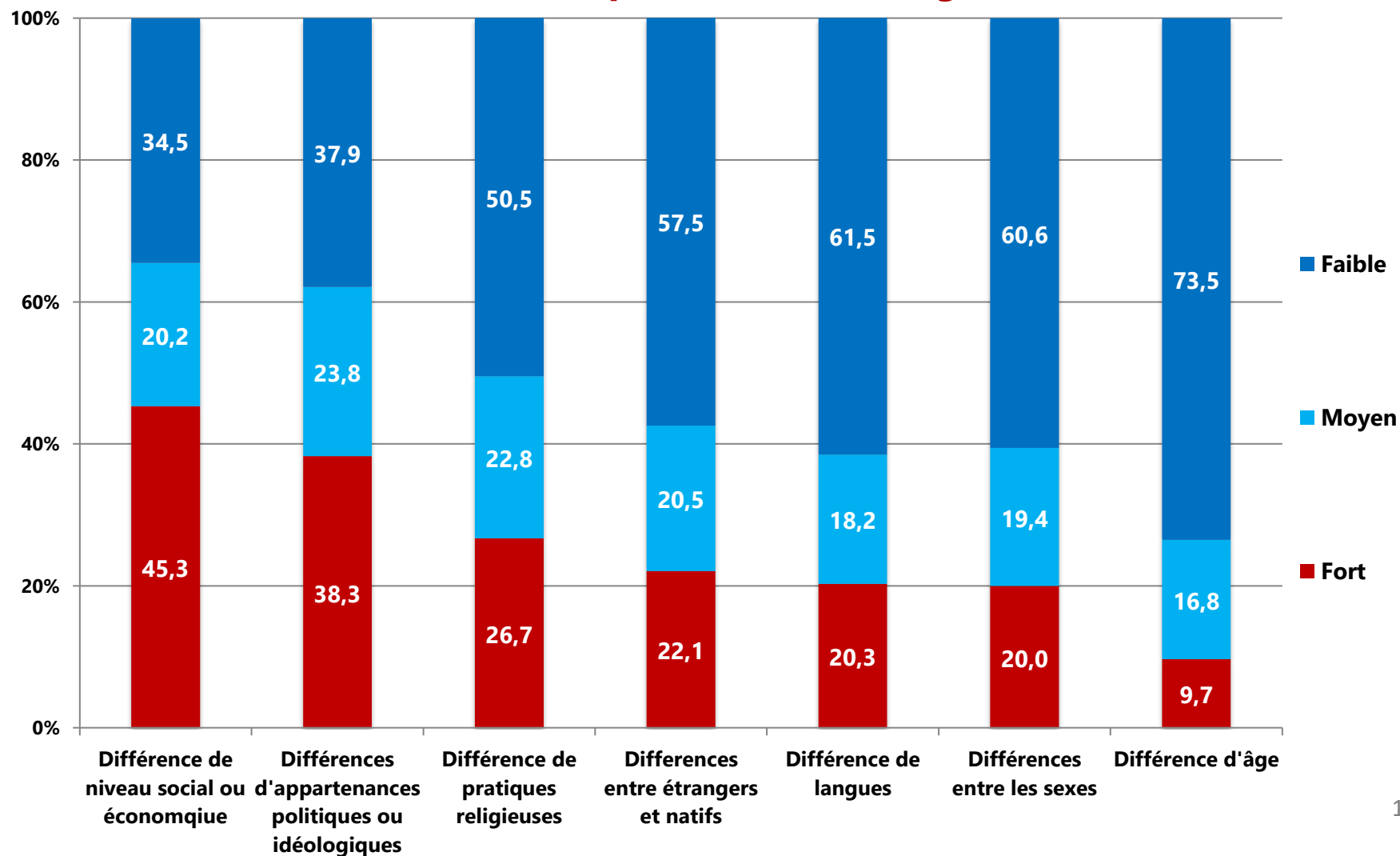
Solidarité : Dégradation et recul

- ✓ plus prononcée en ville qu'à la campagne
- ✓ primauté aux solidarités familiales
- ✓ Primauté de la solidarité morale/religieuse (*sadaka*)
- ✓ faiblesse des solidarités civiques (associatives)
- ✓ Déficit de l'altruisme : Prégnance du sentiment d'être seul

I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

4. Les obstacles au vivre-ensemble (1/4)

Quelles sont les différences les plus susceptibles de causer des problèmes dans votre quartier ou voisinage ?

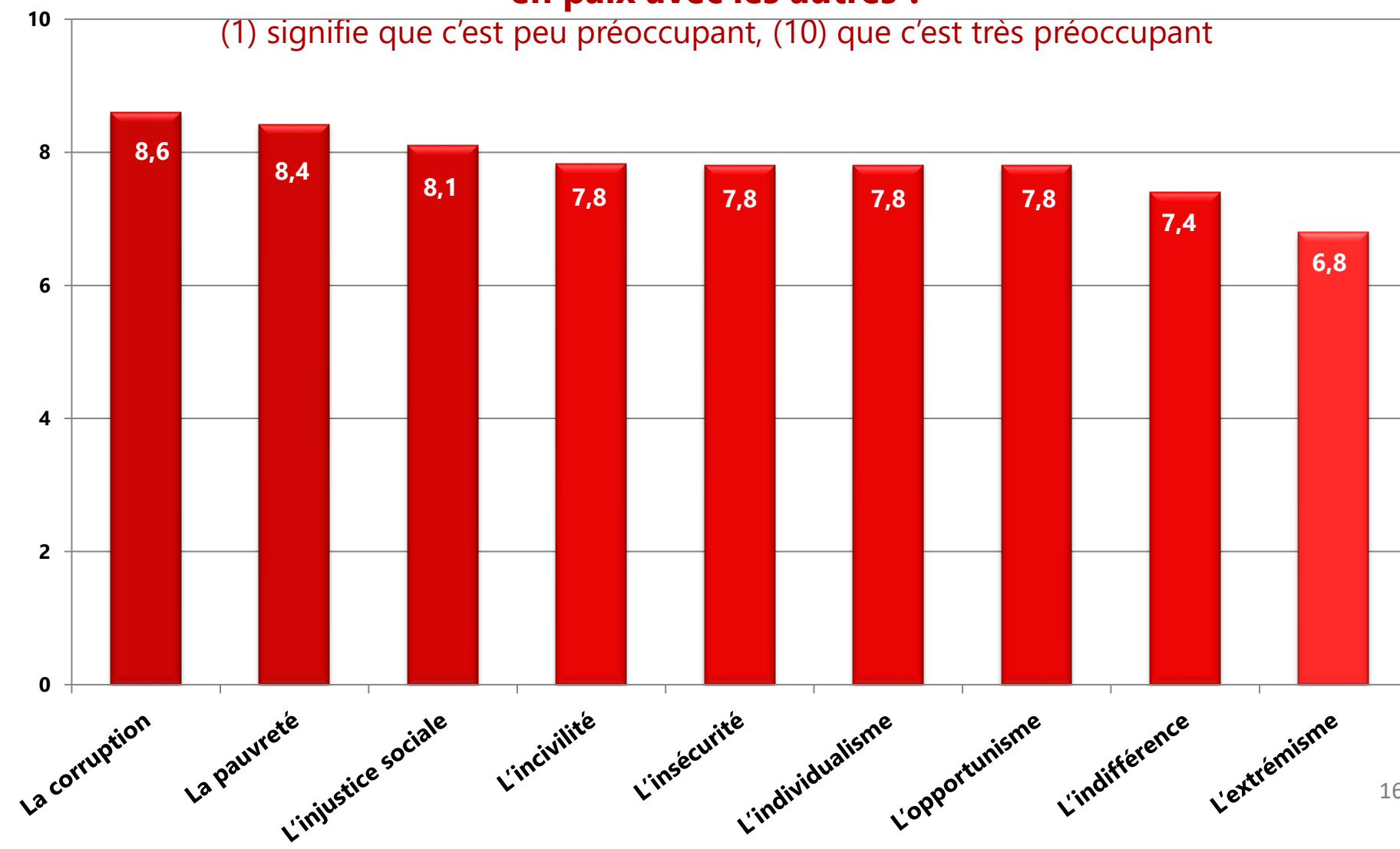


I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

4. Les obstacles au vivre-ensemble (2/4)

Parmi les problèmes suivants, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus pour vivre en paix avec les autres ?

(1) signifie que c'est peu préoccupant, (10) que c'est très préoccupant



I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

4. Les obstacles au vivre-ensemble (3/4)

Perception de la corruption

- 1er obstacle qui impacte négativement le lien social
- perçue comme touchant, à des degrés de sévérité contrastés, toutes les sphères de la société, à la tête desquelles l'Etat et ses institutions
- Les institutions régaliennes : « fortement » touchées
 - ✓ « très fortement » : gendarmerie, police, tribunaux, communes et administration
 - ✓ « moyennement » : administration fiscale et gouvernement
 - ✓ « faiblement » : armée puis, en fin de liste, l'école
- Les institutions d'intermédiation (partis, parlement, syndicats) : « moyennement » touchées
- Médias et associations caritatives : « faiblement » touchés

I. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale

4. Les obstacles au vivre-ensemble (4/4)

Pauvreté, injustice sociale/inégalités

- pauvreté : 2^{ème} obstacle
- injustice sociale/inégalités : 3^{ème} obstacle
 - ✓ de moyens
 - ✓ mais aussi de capacités d'accès aux services de base (éducation, santé, eau, électricité, routes ...)

Solidarité en déclin notamment en milieu urbain

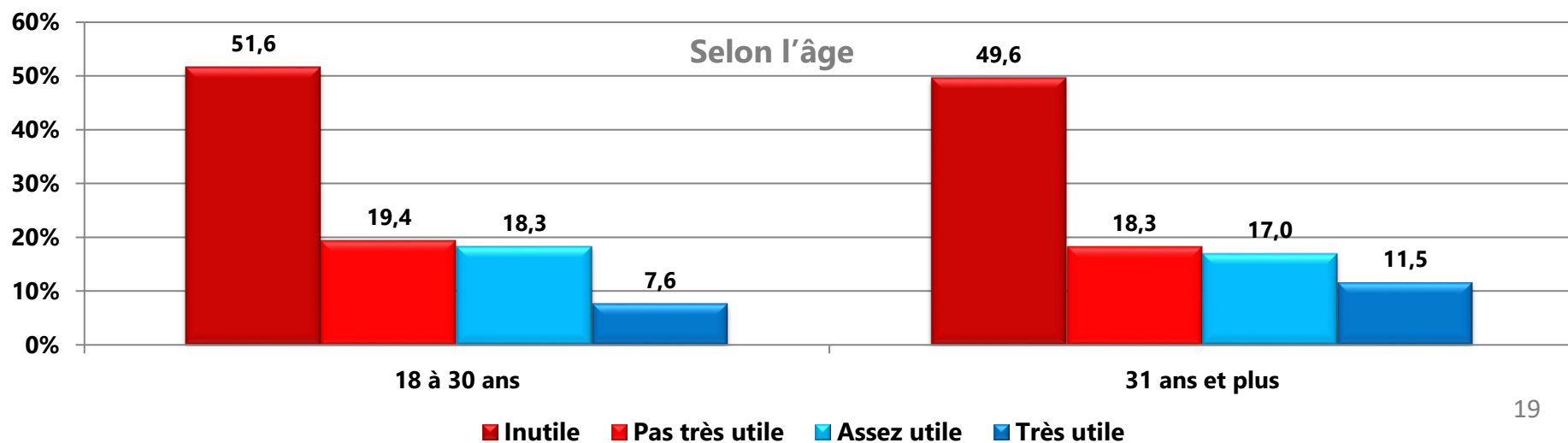
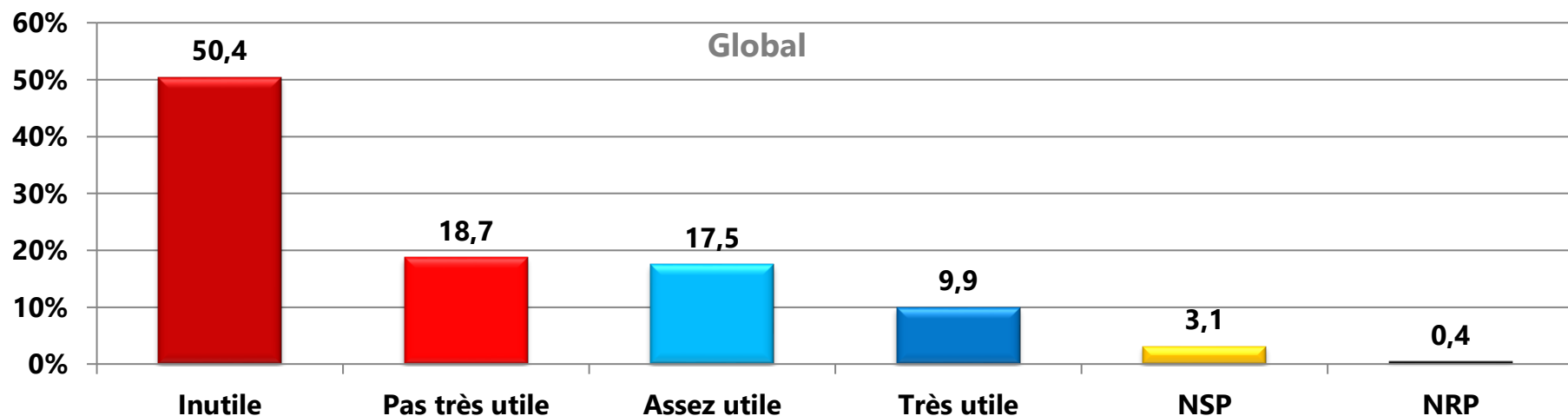
- les parents d'abord

Attributs de la citoyenneté affectés par la forte prégnance de la société de liens (piston, corruption) et par la non effectivité des lois

II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

1. Le lien politique et civique (1/4)

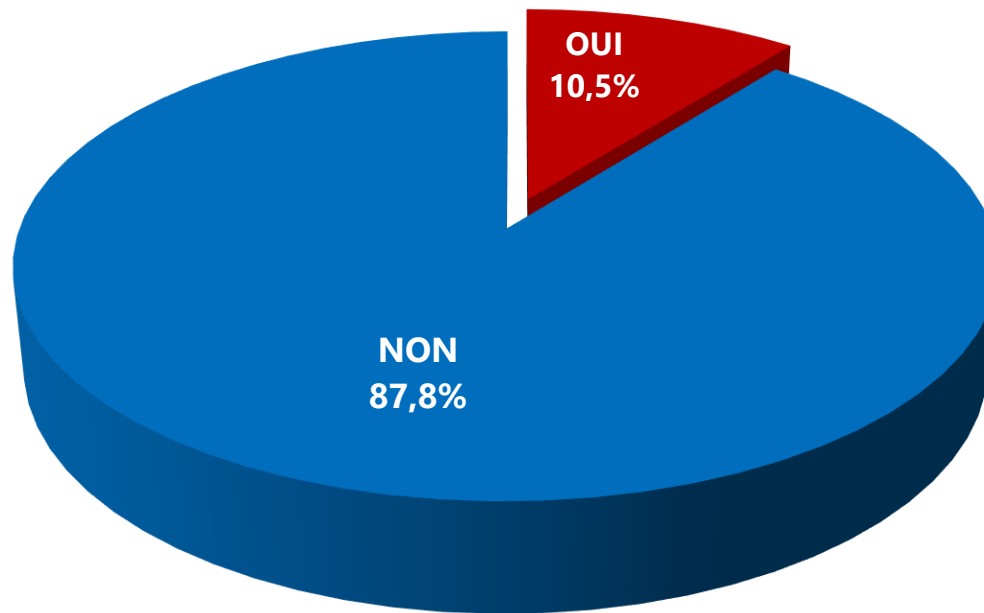
Pensez-vous que c'est utile d'aller voter ?



II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

1. Le lien politique et civique (2/4)

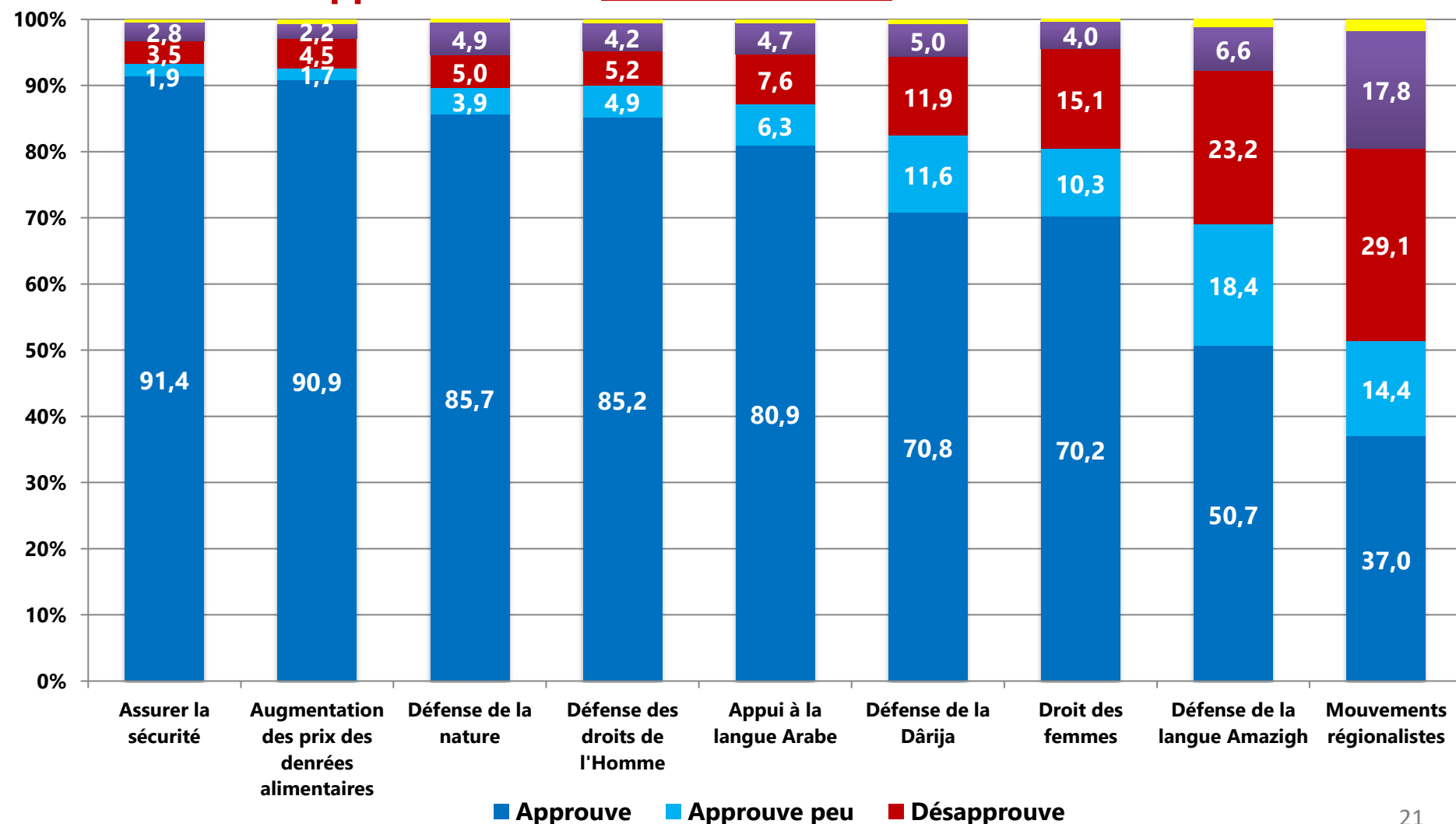
Pensez-vous qu'il est bien de recourir à la violence pour obtenir des droits ?



II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

1. Le lien politique et civique (3/4)

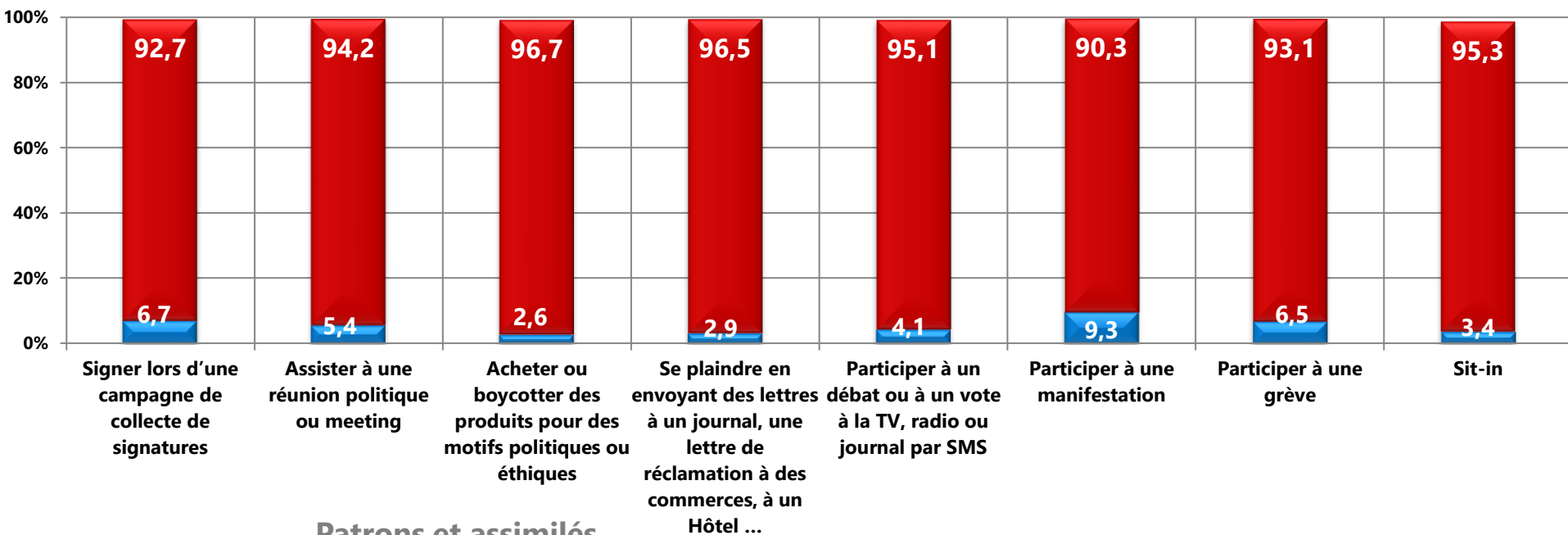
Approuvez-vous les contestations suivantes ?



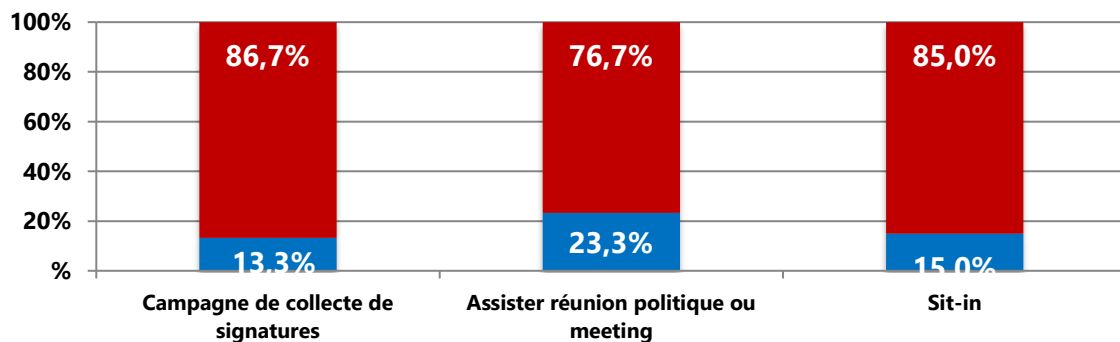
II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

1. Le lien politique et civique (4/4)

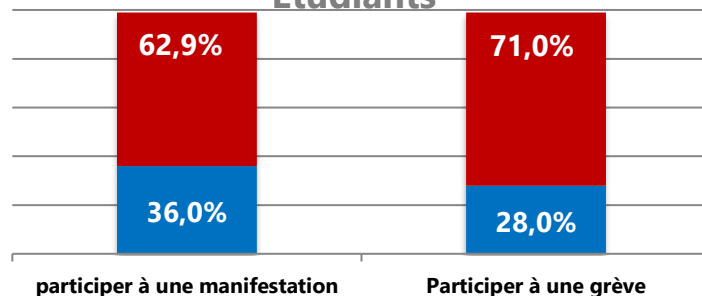
Avez-vous réalisé l'une des activités suivantes lors des 12 derniers mois ?



Patrons et assimilés



Etudiants



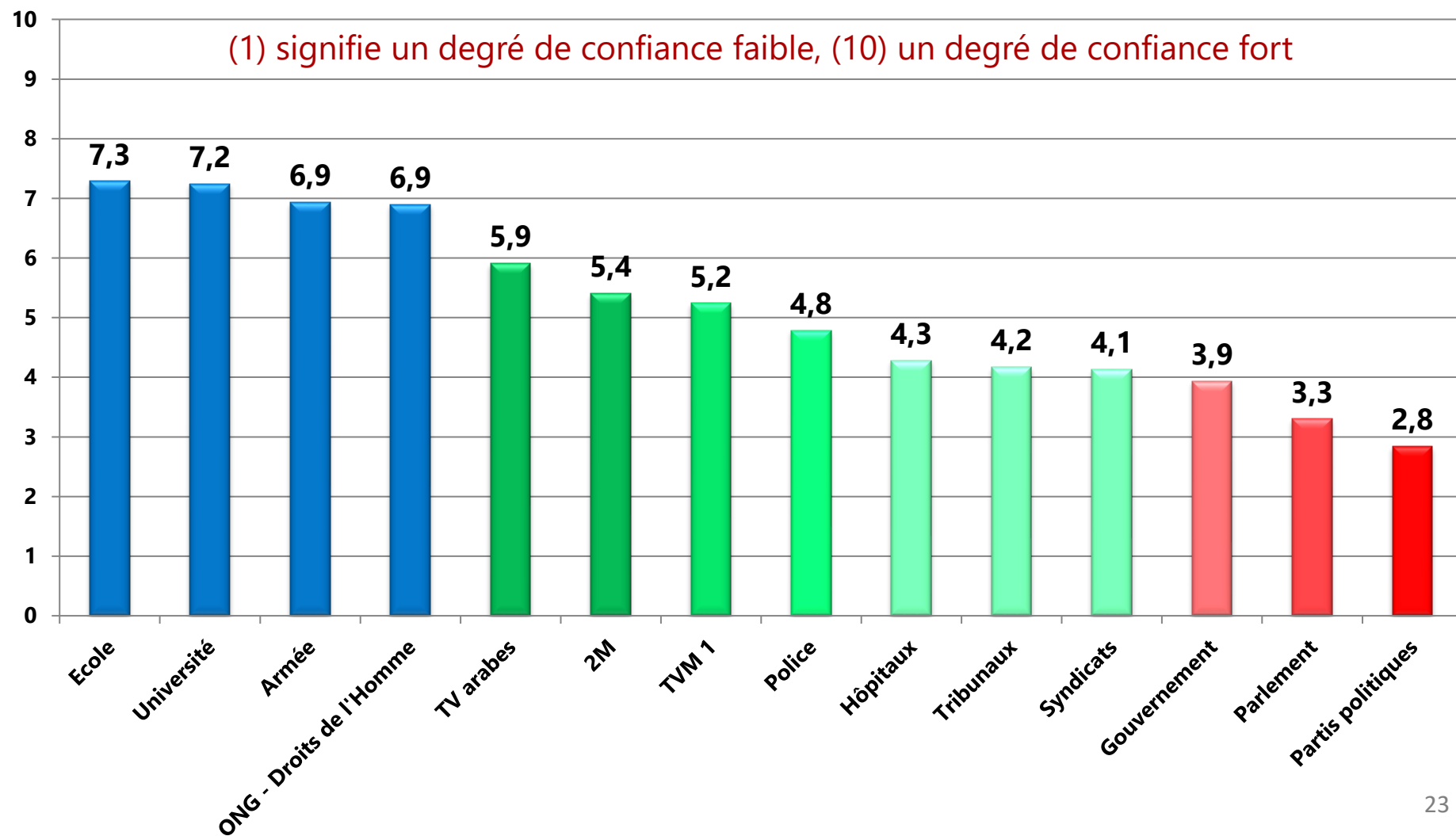
■ Oui

■ Non

II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

2. La confiance institutionnelle (1/3)

Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les institutions suivantes ? (1/2)



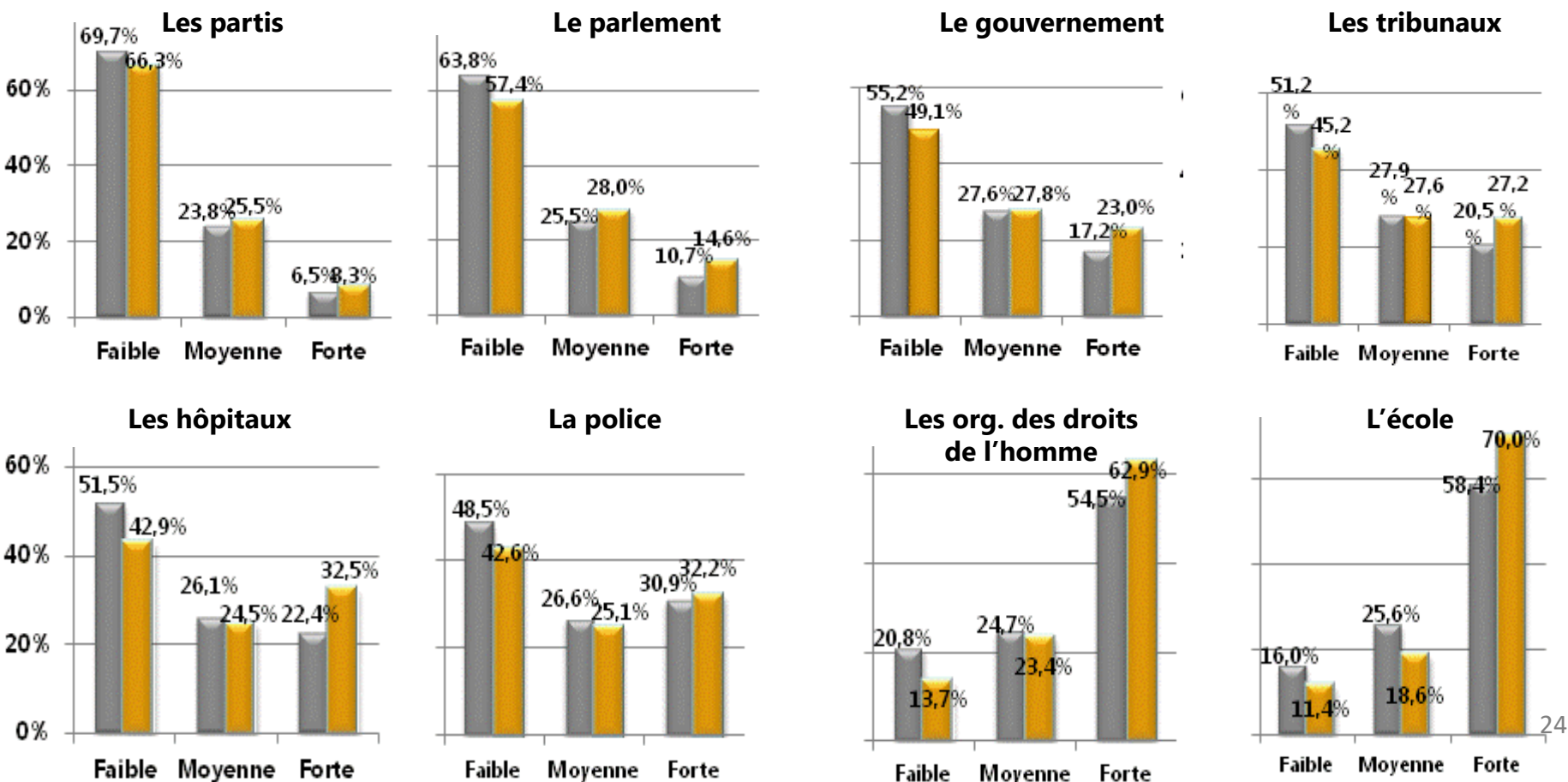
II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

2. La confiance institutionnelle (2/3)

Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les institutions suivantes ? (1/2)

(1) signifie un degré de confiance faible, (10) un degré de confiance fort

■ Urbain ■ Rural



II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

2. La confiance institutionnelle (3/3)

Confiance dans les institutions : variable

- ✓ se distribue inégalement même entre des institutions dont les activités se déroulent au sein d'une même sphère d'intervention (régalienne, ancillaire, sociale, représentative...)
- ✓ les femmes leur accordent plus confiance que les hommes
- ✓ les personnes à revenus modestes leur accordent plus confiance que les personnes à revenus moyens ou élevés

• **Institutions bénéficiant de plus de confiance**

- ✓ école, université, armée, organisations des droits de l'Homme

• **Institutions bénéficiant de moins de confiance**

- ✓ partis politiques, gouvernement, parlement
- ✓ syndicats, tribunaux, hôpitaux, police

II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

3. Opérationnalisation de la Constitution et gouvernance des politiques publiques

➤ **La Constitution de 2011** est porteuse d'un nouveau projet sociétal. Dans son contexte, une bonne gouvernance des politiques publiques pourrait contribuer à relever quatre défis stratégiques :

- Stabiliser les repères du nouveau vivre-ensemble national
- Améliorer la réactivité des institutions et des administrations publiques
- Maîtriser les nouveaux clivages entre l'Etat et la société civile
- Conforter la compétitivité globale et régionale du Royaume

➤ **L'étude a été réalisée sur un double mode :**

- une étude transversale et
- des forums sur les thèmes suivants :

- | | |
|--|--|
| ✓ Modes de production des politiques publiques | ✓ Prérogatives constitutionnelles de la société civile |
| ✓ Reconfiguration du champ politique | ✓ Coûts et impacts du bilinguisme officiel |

II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

4. Confiance, politiques publiques et demandes sociales

Le matérialisme des demandes sociales domine encore le rapport des Marocains aux politiques publiques (logique providentialiste du « toujours plus d'Etat »).

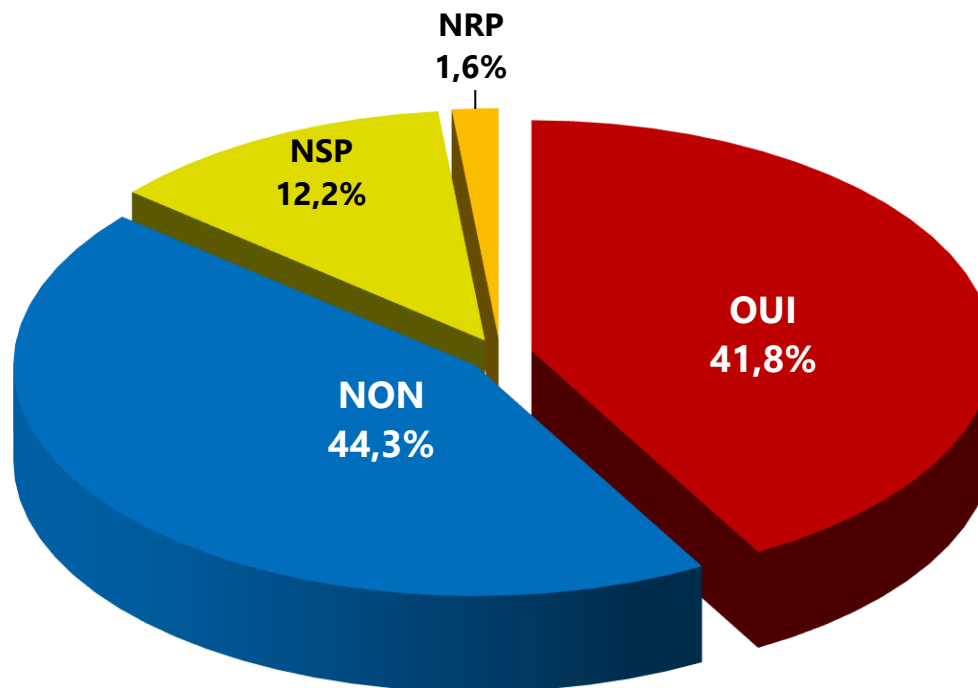
D'où la nécessité de :

- faire de la politique de lutte contre la corruption le fer de lance de la reconquête de la confiance des citoyens dans les institutions de l'Etat
- recadrer l'Etat social et l'expurger de son enveloppe providentialiste grâce à la diffusion la plus large possible des valeurs de responsabilité et d'initiative citoyenne et à une politique d'autonomisation des populations pauvres
- développer le ciblage des politiques publiques, notamment à destination des classes moyennes
- faire de la gouvernance des politiques publiques un vecteur de confiance institutionnelle
- Rénover les modes d'intervention de la puissance publique, à l'échelle locale, notamment au niveau des villes

II. Le lien politique et la confiance dans les institutions

5. Liberté d'expression et cohésion sociale

**La liberté d'expression (à la radio et à la télé)
peut-elle nuire à la cohésion sociale ?**



Fort des apports de la Constitution de 2011 et pour consolider la cohésion sociale, le Maroc devrait :

- opter pour des politiques publiques, à même de favoriser la confiance :
 - ✓ Promouvoir une nouvelle culture civique
 - ✓ Etablir des relations Etat-citoyens plus équilibrées et plus inclusives
 - ✓ Mettre en œuvre une politique appropriée de la société civile
 - ✓ Développer la confiance interpersonnelle
- assurer une coordination étroite des actions des instances impliquées dans la lutte contre la corruption

Conclusion

La restauration de la confiance : un préalable pour la constitution d'une société de droit (2/3)

- Mener une politique judicieuse de solidarité économique, sociale, générationnelle et spatiale
 - ✓ Combattre les inégalités de conditions et de capacités et déployer une politique active de redistribution
 - ✓ Relancer l'ascenseur social grâce à des politiques prônant l'excellence et le mérite et renforçant le sentiment de citoyenneté
 - ✓ Mettre en œuvre une politique familiale adéquate et une politique intégrée, en faveur des jeunes
 - ✓ Disposer d'une politique de la ville, harmonisant le développement urbain, favorisant la mixité culturelle et sociale et assurant une gestion intelligente des mouvements sociaux

- Conduire une politique valorisant l'identité plurielle, conformément à la Constitution de 2011
 - ✓ Promouvoir le pluralisme marocain
 - ✓ Encourager le métissage social et culturel
 - ✓ Eviter de stigmatiser le fait communautaire
 - ✓ Poursuivre, à son terme, le processus de marocanisation de l'agenda religieux.
- Entreprendre une réforme d'envergure des médias en vue d'accroître leur contribution au renforcement du lien social et de leur permettre de porter le message du Maroc dans le monde.

Merci de votre attention

www.ires.ma